

POUR PROTESTER CONTRE L'ADE ET LES PÉNURIES D'EAU

La daïra de Béni-Yenni fermée
par des citoyens en colère

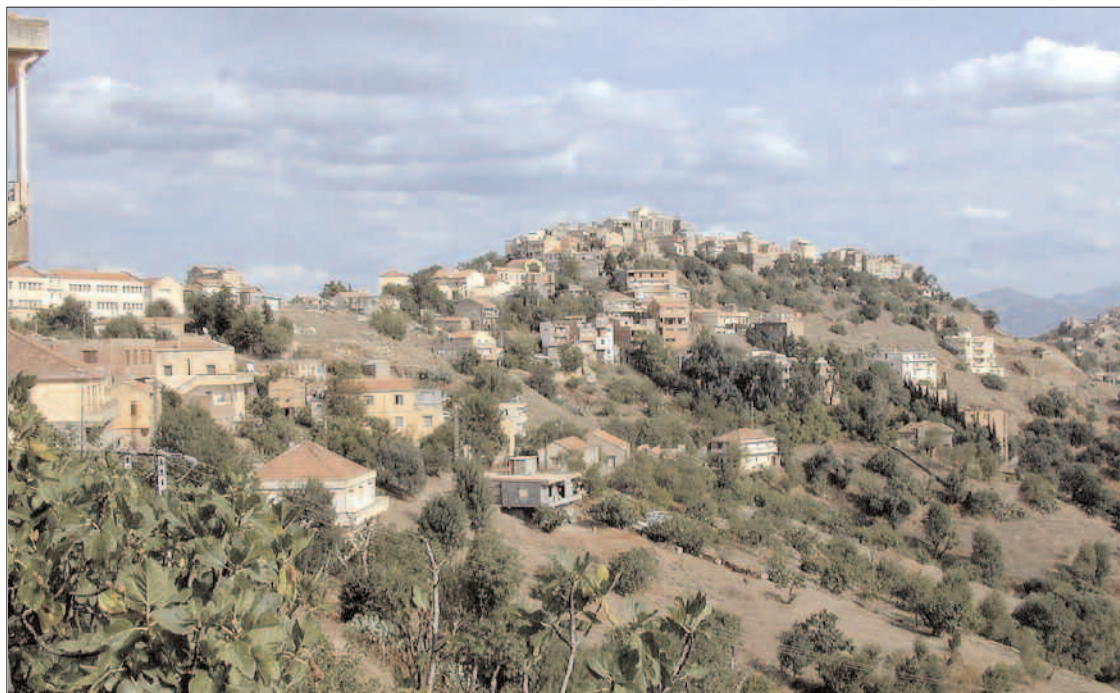
Après avoir désespéré de voir leur problème d'alimentation en eau potable pris en charge par les pouvoirs publics et surtout devant «le mépris affiché par l'ADE» devant les souffrances des populations, surtout en été à cause des pénuries récurrentes d'eau, les comités de village des communes de Yattafen et Iboudrarène, aidés par plus d'une centaine de citoyens, ont pris d'assaut, hier matin, les sièges de l'antenne ADE de Béni-Yenni ainsi que le siège de la daïra de la même localité qu'ils ont fermés pour exiger la venue du wali et du premier responsable de l'ADE de Tizi Ouzou.

Pour les contestataires, cette action de rue a été considérée comme l'ultime recours après que «toutes les requêtes et les correspondances adressées à tous les responsables aient été restées lettre morte», nous a expliqué le porte-parole des comités de village, au moment où l'ADE «au lieu d'assurer la fourniture de l'eau potable à ses abonnés et entretenir le réseau de distribution et la réparation des fuites que tout le monde peut constater sur la conduite principale» s'en va en guerre contre les «mauvais payeurs» par des «actions en justice contre de pauvres citoyens pour des redevances qu'ils n'ont même pas consommées», ont scandés sur place les contestataires qui bran-

dissaient des pancartes portant, «ADE, indésirable à Yattafen et Iboudrarène» et «nous refusons de payer pour les autres».

Les tentatives du chef de la daïra de Béni-Yenni et du représentant de la Direction de l'hydraulique de Tizi Ouzou de «convaincre» les contestataires à s'asseoir autour d'une table pour trouver des solutions ont buté sur le refus de ces derniers de discuter avec personne d'autre que le wali et le directeur de zone de Tizi Ouzou, seuls habilités à prendre des décisions et donner des réponses.

A certains moments, la situation a failli dégénérer par l'impatience et la «soif» des contestataires qui, rassemblés devant le siège de la daïra sous un soleil



En ces temps caniculaires, Béni-Yenni a soif.

Photos : DR

de plomb, ne cessaient de réclamer la présence de Monsieur Lamri, le premier responsable de l'ADE.

Finalement, ce dernier est arrivé à Béni-Yenni et les représentants des comités de village, aidés par les maires d'Iboudrarène et Yattafen, ont pu lui exposer

leurs revendications qui se résument en l'arrêt des poursuites judiciaires et l'effacement des dettes détenues par l'ADE sur les consommateurs ; des préalables sans lesquels les citoyens des deux communes «refusent tout dialogue» et ont même menacé de durcir davantage leur action.

Le directeur de l'ADE a accepté les revendications concernant les poursuites judiciaires et les mises en demeure, son institution étant la partie demanderesse. Pour la demande d'effacement des dettes, tout en reconnaissant sa légitimité, il a estimé que «cela est du ressort des pouvoirs publics». C'est le

chef de la daïra qui s'est engagé à transmettre ce dossier à la wilaya.

Avant de quitter la salle, les représentants des comités de village ont exigé des copies du P-V des décisions prises, avant de rappeler au directeur de l'ADE de ne plus envoyer ces agents releveurs dans les villages, tant que les revendications ne sont pas satisfaites ou alors de «confier la gestion du réseau d'AEP des deux communes aux APC.

Devant les promesses faites aux citoyens, ces derniers, sensibilisés par leurs élus locaux, ont consenti à libérer les lieux vers 14 h30, dans le calme.

Sadek Aït-Salem

LES CYBERGENDARMES ONT MIS FIN
À SES AGISSEMENTSUn jeune homme menaçait
son ex-petite amie via Facebook

Avec la large utilisation de la toile, la cybercriminalité prend de l'ampleur, nécessitant l'intervention des services de sécurité. La section de recherche de la Gendarmerie nationale au niveau de la wilaya d'Alger a annoncé, hier, avoir mis fin aux agissements d'un individu qui usait de son compte Facebook pour faire du chantage à son ex-petite amie.

F.- Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le dénommé N. A. a été présenté hier devant le tribunal de Chéraga pour, notamment, les délits de chantage, de publication de photos indécentes et de violation de la vie privée.

Le commandant en chef de la section criminelle d'Alger a déclaré, hier, que c'était la première affaire du genre traitée par la section des cybergendarmes. C'est à travers le réseau social Facebook que le dénommé N. A., âgé de 24 ans, a commis son forfait en publiant sur son compte six photos de son ex-petite amie retravaillée grâce au montage photo.

L'affaire a été dévoilée suite à une plainte contre X déposée par la victime A. J. Suite à quoi, la gendarmerie a entamé une enquête qui a abouti à l'identifi-



Les cybergendarmes existent dans toutes les sections de recherche depuis quatre ans.

cation de la source du compte et à une perquisition au domicile du mis en cause où des preuves flagrantes ont été découvertes grâce à la surveillance électronique.

Selon le commandant de la section criminelle, les images en question ont été découvertes au niveau du matériel informatique du suspect qui se connectait grâce au réseau wifi d'un voisin qui a aussi été entendu par les services de la gendarmerie.

«L'accusé a aussi envoyé les photos sur la boîte mail de son ex-petite amie sous un faux nom et l'a menacée de les diffuser», a expliqué l'officier.

Jeudi dernier, les deux accusés ont donc été arrêtés et présentés devant le procureur de la République après deux

semaines de recherche. Sur le compte du mis en cause, plus de 960 personnes ont consulté les photos qu'il avait aussi envoyées sur Youtube.

«Les citoyens se doivent de porter plainte dans ce genre de situation, même sur internet, c'est aussi une agression et une atteinte à la vie privée», a expliqué le chargé de la communication de la Gendarmerie nationale, précisant que des cybergendarmes existent dans toutes les sections de recherche depuis quatre ans.

Il rappellera, aussi, que même sur «le virtuel», il s'agit d'une forme de criminalité réprimée par la loi. Selon le responsable de la section criminelle, d'autres enquêtes pour des affaires similaires sont en cours. F.-Z. B.

RENCONTRE-DÉBAT SUR
LA CRÉATION D'ENTREPRISES
La gestion urbaine déléguée,
une opportunité pour les jeunes
promoteurs

Créneau prometteur, porteur de richesses et notamment pourvoyeur de postes d'emploi, la petite et moyenne entreprise peut combler de manière efficace le déficit dont souffrent certaines collectivités locales en matière de gestion urbaine de la ville.

«C'est pourquoi il est temps de mettre les jalons d'une nouvelle dynamique de l'entrepreneuriat qui favorise la création d'entreprises dans la gestion urbaine», a estimé M. Ghassoul, lors d'une rencontre-débat organisée par l'entreprise Belux, sur la «création d'entreprises dans la gestion urbaine par gestion déléguée» hier à l'université Emir-Abdelkader.

Par gestion déléguée, on entend, explique M. Abbou de Belux, «l'externalisation de certaines activités par les collectivités locales pour les octroyer en gestion déléguée. Autrement dit, les confier en sous-traitance à des entreprises montées par les jeunes dans les dispositifs d'emploi Ansej, Angem...».

Une réflexion à laquelle, affirme M. Boumenkar, conseiller au cabinet du wali, les autorités locales de la ville de Constantine adhèrent pleinement. Et de rappeler que «les mesures décidées par le dispositif du 22 février 2011 sont destinées à dynamiser l'investissement pour favoriser la création d'entreprises par de jeunes promoteurs».

«Une dizaine d'entreprises sous-traitantes gérées par de jeunes entrepreneurs, spécialisées dans la collecte des ordures et la gestion des espaces verts, activent déjà dans le système de la gestion déléguée», fait-il savoir encore.

Farid Benzaid